



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Vendredi 18 octobre 2013  
Numéro 444

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

---

## Titres des journaux

---

As Safir (nationaliste arabe)

*La bataille de Kalamoun:  
la brigade de l'islam sur les  
cimes de l'Anti-Liban*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Les décisions de New York ont-elles  
été liées au nouveau cabinet?  
La France s'active pour une  
démarche de dialogue de  
crainte du vide*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Amabilités entre Berry et Aoun*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Geagea: nous vivons une crise de  
régime*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Mort de Jameh Jameh, les sources  
des révolutionnaires accusent les  
SR d'Assad*

Al Binaa (quotidien du PSNS)

*Sources de sécurité: la crainte  
d'attentats s'amplifie et Tripoli a  
besoin d'une opération chirurgicale*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*L'ex-bourreau en chef du  
Beaurivage tué en Syrie*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Avec la mort de Jameh, le régime  
syrien perd l'un de ses piliers*

---

## L'événement

### ***Sérieuse percée dans le dossier des otages libanais en Syrie***

La libération des neuf otages libanais encore détenus en Syrie n'a jamais été aussi proche, à en croire des sources libanaises qui suivent de près ce dossier. Des développements encourageants se sont produits ces dernières heures, poussant le directeur de la Sûreté générale, Abbas Ibrahim, à interrompre une visite officielle en Belgique pour se rendre en Turquie avant de prendre le chemin de Damas, ce vendredi. Le général Ibrahim a reçu des ravisseurs des otages une nouvelle liste d'environ 200 noms de détenues dans les prisons syriennes dont ils exigent la libération en échange des neuf Libanais. M. Ibrahim devrait rencontrer à Damas le chef de la Sécurité nationale, le général Ali Mamlouk. Lors d'une conférence téléphonique pendant les négociations en Turquie, M. Mamlouk avait déclaré à M. Ibrahim que la Syrie est prête à faire "tout le nécessaire" pour obtenir la libération des otages libanais.

Dans ce contexte, le ministre libanais de l'Intérieur Marwan Charbel a déclaré que les autorités syriennes "coopèrent très bien" sur ce dossier, ajoutant que Damas avait donné son accord sur une précédente liste de prisonniers réclamés par les ravisseurs, qui comportait moins de noms.

Hayat Awali, porte-parole des familles des otages et épouse de l'un d'eux, a déclaré que le général Ibrahim semblait, cette fois-ci, plus optimiste que d'habitude à son retour de Turquie. Il a évoqué un "climat positif" et une libération qui pourrait être "une question de jours".

Par ailleurs, les ravisseurs des otages libanais n'ont pas répondu favorablement à la demande de leurs familles de diffuser une vidéo prouvant qu'ils étaient vivants et en bonne santé. Pourtant, la chaîne de télévision LBCI avait diffusé des images des deux pilotes turcs enlevés au Liban, en août, montrant qu'ils se portaient bien.

Ces deux pilotes de la Turkish Airlines avaient été enlevés sur la route de l'aéroport le 6 août par un groupe se faisant appeler "les visiteurs de l'imam el-Rida", réclamant la libération des otages libanais. Les familles des détenus soupçonnent la Turquie de ne pas exercer assez de pressions sur le groupe rebelle syrien qui détient les Libanais, qui étaient séquestrés à Aazaz, près d'Alep, avant qu'il ne soient transférés dans un endroit sûr après l'occupation de cette ville par l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), une organisation extrémiste proche d'Al-Qaïda.

Le ministre Charbel a déclaré que les forces de sécurité n'ont pas réussi à déterminer l'endroit où les deux ressortissants turcs sont séquestrés, affirmant qu'ils sont en permanence transportés d'une région à une autre afin de brouiller les pistes.

Onze otages libanais avaient été enlevés en mai 2012 dans la province d'Alep, alors qu'ils revenaient d'un pèlerinage en Iran. Deux d'entre eux avaient été libérés quelques semaines plus tard.

## An Nahar

*Samir Tuéni, correspondant à Paris, proche du 14-Mars*

La diplomatie française projette-t-elle d'inviter les protagonistes libanais à une réunion à Paris ou en banlieue, similaire à la conférence de La Celle Saint-Cloud, organisée en 2007 par l'ancien chef de la diplomatie française Bernard Kouchner? Kouchner affirmait, en pleins préparatifs de cette conférence, qu'il souhaitait faciliter le dialogue officiellement rompu entre les dirigeants politiques libanais. L'idée d'une réédition de cette expérience est actuellement à l'étude au Quai d'Orsay avec certains pays arabes amis. Elle pourrait se préciser à la faveur des consultations effectuées à Paris, les dernières en date étant celles qui ont eu lieu entre le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et son homologue saoudien Saoud al-Fayçal. Le projet pourrait être étudié en profondeur en marge de la réunion à Paris entre le secrétaire d'Etat américain John Kerry, ses homologues arabes et le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, dans le cadre de la concertation américaine avec les protagonistes arabes en vue de la relance du processus de paix israélo-palestinien. Une telle conférence aurait pour objectif de sauver les institutions libanaises après l'échec à former un gouvernement et vu les craintes d'un vide constitutionnel au Liban au cas où il serait impossible d'élire un nouveau président de la République.

Paris attend à présent une opportunité diplomatique lui permettant de concrétiser son projet en coopération avec l'Arabie saoudite et d'autres pays, pour tenter d'abord de parvenir à une entente interlibanaise sur la formation rapide d'un gouvernement. Si la France accorde autant d'importance à la mise en place d'un tel gouvernement, c'est parce qu'elle n'est pas sans savoir que l'aide internationale pouvant être accordée au Liban pour l'aider à accueillir les réfugiés syriens est tributaire de l'existence d'un gouvernement de plein exercice. En outre, la naissance d'un Cabinet permettrait d'éviter le spectre du vide au cas où l'élection d'un président de la République n'aurait pas lieu. La France œuvre donc à une entente interlibanaise sur la forme du nouveau gouvernement.

## As Safir

*Mohammad Ballout, correspondant à Paris, proche du 8-Mars*

Les signes annonciateurs d'une bataille imminente à Kalamoun se multiplient. Les villages de cette région de Syrie, située au pied de l'Anti-Liban, sont devenus un fief des groupes jihadistes syriens qui ont décidé de mener une guerre préventive contre les bastions du Hezbollah en envoyant des voitures piégées dans la banlieue sud de Beyrouth. Dans ce contexte, des sources concordantes indiquent qu'une voiture bourrée d'explosifs à Yabroud (Kalamoun) serait en route pour la Békaa via Kara ou Flita en Syrie. Ce véhicule est activement recherché avant même qu'il ne franchisse la frontière.

La bataille de Qalamoun aura des retombées sur le Liban, d'autant plus que la brigade de l'Islam, dirigée par Zahrane Allouche, est devenue la principale force de l'opposition au pied de l'Anti-Liban, plus particulièrement à Assal-Al Ward, la plaine de Ranjous et Hoch Al-Arab. Cette menace devrait être prise au sérieux, car Allouche s'est rendu la semaine dernière en Arabie saoudite, où il a rencontré le chef des renseignements saoudiens, le prince Bandar Ben Sultan, qui le finance. La brigade de l'Islam compterait entre 3000 et 5000 combattants et un escadron de 23 de chars T72. Une source de l'ASL affirme de son côté qu'outre les menaces sécuritaires habituelles, les répercussions sur le Liban pourraient revêtir un autre aspect dans la mesure où un grand nombre de combattants, actuellement rassemblés à Kalamoun, pourraient être obligés de se replier vers le territoire libanais si l'armée syrienne lance une opération d'envergure dans cette zone.

## ILS ONT DIT...

**Michel Sleiman**, président de la République

“**La réunion de Genève et celles** qui ont précédé ont mené à l'approbation des points suivants: la répartition des charges financières, le partage du nombre des réfugiés, l'hébergement de ces derniers à l'intérieur des territoires syriens sans avoir recours à l'embargo aérien et l'aboutissement à une solution politique à la crise syrienne pour garantir le retour des réfugiés chez eux. La participation aux charges financières est insuffisante, la participation à la répartition des réfugiés l'est également, la mise en place de centres d'hébergement en Syrie n'a pas encore eu lieu et le parcours de Genève 2 trébuche.

**Michel Aoun**, leader du Courant patriotique libre

“**Comme chrétien représentant** une large fraction des chrétiens du Liban, j'invite ceux-ci à s'unifier pour faire face à la crise, en dépit des rivalités politiques. Il existe des dossiers vitaux qu'il nous faut aborder à travers la coopération. Si cette unité se réalise, elle conduira nécessairement à une unité nationale.

**Ali Fayyad**, député du Hezbollah

“**Les Libanais paient de leur** poche le temps gaspillé. Mais au bout du compte, il ne pourrait y avoir que le gouvernement des 9-9-6. Ceux qui croient le contraire se font des illusions, mais ils finiront tôt ou tard par se réveiller.

**Samir Geagea**, chef des Forces libanaises

“**Un certain camp souhaite** modifier l'accord de Taëf parce qu'il voudrait obtenir une plus grande part du gâteau. Qui pourrait garantir qu'une remise en cause du système politique ne se transforme pas en une crise portant sur l'entité libanaise. La sagesse veut que tout le monde accepte l'accord de Taëf et s'y attache davantage.

## Dix-huit Palestiniens poursuivis pour terrorisme

L'Agence nationale d'information (officielle) a rapporté que le commissaire du gouvernement près le tribunal militaire, Sakr Sakr, a engagé des poursuites judiciaires contre 18 Palestiniens, dont un seul est en détention, pour planification d'actes terroristes. Ces Palestiniens sont notamment accusés d'avoir formé un groupe armé dans le but de mener des attaques terroristes. Ils risquent la peine de mort s'ils sont reconnus coupables. Wissam Ahmad Naïm, actuellement en détention, a été arrêté lundi pour falsification de cartes d'identité et fabrication de système d'horlogerie pour des bombes.

## Genève 2 en novembre?

Alors que les combats font rage à Deir Ezzor, où le général syrien Jameh Jameh a été tué jeudi, le vice-Premier ministre syrien Qadri Jamil a évoqué jeudi la date des 23 et 24 novembre pour la conférence de paix de Genève 2. L'Onu a cependant rappelé qu'il revenait à son secrétaire général Ban Ki-moon de convoquer la conférence et d'en annoncer la date. Dans le cadre de sa tournée pour préparer Genève 2, le médiateur Lakdhar Brahimi doit en outre se rendre à Damas et à Téhéran. A la radio américaine, le secrétaire d'Etat John Kerry a pour sa part insisté sur le besoin "d'aller de l'avant" dans le processus de paix syrien. "Il n'y a pas de solution militaire", a-t-il répété. Il participera mardi à Londres à la réunion des "Amis de la Syrie". La conférence s'annonce compliquée, dans la mesure où l'opposition reste profondément divisée sur la seule question de sa participation. Après le refus du Conseil national syrien (CNS, principal groupe d'opposition), de se rendre à la conférence de Genève, Monzer Aqbiq, un membre de la Coalition nationale syrienne, qui chapeaute plusieurs groupes d'opposition dont le CNS, a indiqué que celle-ci se prononcerait sur sa participation à la conférence lors d'une réunion à Istanbul les 24 et 25 octobre.

## An Nahar

*Khalil Fleihane, journaliste libanais proche du 14-Mars*

Des responsables libanais s'étonnent du fait que le Haut comité de secours aux réfugiés des Nations unies (HCR) se soit contenté de demander aux pays de l'Union européenne d'accueillir 10000 Syriens en 2013 et 30000 en 2014. L'Allemagne s'était déjà montrée prête à accueillir 5000 réfugiés alors que le président français François Hollande s'est engagé à ce que la France en accueille 500, un chiffre critiqué par les ONG. Le porte-parole du Quai d'Orsay a répondu en précisant que près de 3000 ressortissants syriens ont été accueillis en France au total et que Paris est le premier pays européen en matière d'asile, toutes origines confondues, puisque près de 60000 demandes sont reçues chaque année. Il a également souligné que l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) qui traite ces demandes en France, répond favorablement dans 95% des cas.

## Al Akhbar

*Amal Khalil, journaliste libanaise proche du 8-Mars*

La France a-t-elle regretté d'avoir pris des positions intransigeantes à l'encontre du Hezbollah et essaie-t-elle d'expié ses péchés? Voici quelques jours, le membre du Bloc de la Fidélité à la Résistance, le député Ali Fayyad, a répondu à une double invitation qui lui a été adressée par le ministère français des Affaires étrangères. La première pour participer au colloque sur l'abolition de la peine de mort, qui a eu lieu au Sénat la semaine dernière, en présence du ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, de la présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Elizabeth Guigou, du président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone et des présidents des différentes commissions. La deuxième invitation était uniquement réservée à Fayad et non pas à ses deux collègues qui l'ont accompagné au Sénat, Ghassam Moukhaiber et Samir Jisr. Il s'agissait d'une invitation à participer à une séance de dialogue au Quai d'Orsay avec des responsables du centre d'analyse et de prospective, en tête desquels figurait l'ancien diplomate au Liban, Alexis Le Cour Grandmaison, qui a quitté voici trois ans Beyrouth, où ils s'étaient rencontrés plusieurs fois. Mais à l'époque, la situation n'était pas aussi compliquée qu'aujourd'hui. Le Printemps arabe, la crise syrienne, l'intervention du Hezbollah dans les combats aux côtés du régime, ses répercussions sur la scène libanaise, ainsi que les tensions sécuritaires au Liban, ont conduit les Français à convier Fayad dans le souci de recueillir le point de vue du Hezbollah sur ces questions.

Ali Fayad a affirmé à Al-Akhbar avoir fait part de la lecture critique de la position du Hezbollah vis-à-vis du Printemps arabe, soulignant que la crise syrienne n'est pas liée à la réforme démocratique mais qu'il s'agit d'un conflit international. Expliquant les motifs de la participation du Hezbollah aux combats en Syrie, il a affirmé qu'elle vise «à protéger le Liban contre le danger des takfiristes, à les empêcher de venir au Liban et à garantir sa stabilité». Selon Fayad, les participants à la séance de dialogue sont convenus de protéger la stabilité du Liban, de prendre des mesures pour empêcher le glissement du Liban vers des troubles sécuritaires. Ils se sont également mis d'accord sur le fait que la solution de la crise syrienne ne passera que par le dialogue politique. Fayad a répondu à des dizaines de demandes d'explications, lesquelles ont reflété les craintes et la préoccupation des Français, mais aussi l'intérêt qu'ils accordent au Moyen-Orient. Fayad a évoqué l'inscription du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes la question. Il a exprimé son étonnement à l'égard de la tentative d'isoler le Hezbollah, «qui combat pourtant les takfiristes. Cette position a donné l'impression d'être un encouragement aux groupes extrémistes et takfiristes». Selon lui, il s'agit d'une erreur stratégique de l'Europe.

## Al Hayat

*Mohammad Choucair, journaliste libanais proche du 14-Mars*

Des sources tripolitaines font état de démarches imminentes, après la fête de l'Adha, pour mettre au point un plan de sécurité dans le chef-lieu du Liban-Nord. Un tel plan devrait être mis en œuvre sans plus tarder, et l'Etat est appelé à assumer ses responsabilités, notamment dans les régions situées entre Bab el-Tebbané et Jabal Mohsen, où la tension monte dangereusement. Les démarches prévues, ajoutent ces sources, seront entreprises par les notables de la ville auprès du président de la République Michel Sleiman, du Premier ministre démissionnaire Najib Mikati, du ministre de l'Intérieur Marwan Charbel, du commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, et des chefs des services de sécurité. Les sources soulignent que le plan de sécurité devrait reposer sur une décision politique qui permettrait aux forces de l'ordre de frapper d'une main de fer pour empêcher toute atteinte à la stabilité. Un plan de sécurité cosmétique ou classique n'a aucune chance d'empêcher la reprise des combats dans la ville.